

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIE

-----

AVIS 31.222/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION  
DU CONSEIL D'ETAT

-----

ADVIES 31.222/4

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, le 31 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relatif à la création de la Société Belge d'Investissement pour les Pays en Développement", a donné le 7 mars 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 31 januari 2001 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden", heeft op 7 maart 2001 het volgende advies gegeven :

### OBSERVATIONS GENERALES

1. L'avant-projet de loi a pour objectif de créer une "Société Belge d'Investissement pour les Pays en Développement", qualifiée de société anonyme et ayant pour partenaires principaux l'Etat belge et la Société belge d'Investissement International SA.

Selon l'article 3 de l'avant-projet, cette "Société Belge d'Investissement pour les Pays en Développement" dénommée en abrégé "BIO", a pour objet social

"d'investir dans le développement d'entreprises situées dans ou orientées vers les pays en développement afin de promouvoir le développement économique et social de ces pays. A cet effet, BIO pourra prendre des participations dans le capital de sociétés aux conditions du marché et octroyer des emprunts ainsi que des formules de financement analogues.

BIO est notamment habilitée à

- créer conjointement des sociétés étrangères;
- participer directement dans le capital de sociétés étrangères;
- octroyer des emprunts subordonnés;
- octroyer des emprunts à moyen et à long terme."

La Belgique s'est dotée récemment de nouveaux instruments juridiques en matière de coopération au développement. Il s'agit, d'une part, de la loi du 21 décembre 1998 portant création de la "Coopération Technique Belge" sous la forme d'une société de droit public et, d'autre part, de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge.

.../...

Ces deux lois manifestent la volonté d'une plus grande transparence dans la gestion de la coopération au développement et d'une redéfinition des rôles des différents acteurs de la coopération au développement.

L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi indique que le Gouvernement a analysé sa cohérence par rapport aux missions qui incombent à la "Coopération Technique Belge", en abrégé "CTB".

On peut ainsi lire

"Les activités de CTB et BIO sont cependant fondamentalement différentes. En effet, CTB est orientée vers la fourniture d'assistance technique dans le cadre d'accords bilatéraux entre la Belgique et les pays partenaires. L'objectif de BIO est la mise à disposition de fonds aux entreprises, conformément aux conditions du marché et ceci en dehors de tout accord bilatéral.

(...).

Etant donné que l'objectif de BIO se distingue clairement des objectifs de CTB et qu'il n'est pas porté préjudice aux pouvoirs exclusifs de ce dernier, il a été opté pour créer BIO par une loi distincte."

Il incombe cependant à la section de législation du Conseil d'Etat de vérifier si l'avant-projet de loi ne compromet pas la cohérence de l'ordonnancement juridique existant. Cette vérification doit s'opérer tant par rapport à la loi du 21 décembre 1998, précitée que par rapport à la loi du 25 mai 1999, précitée.

.../...

a) S'il est exact que la CTB intervient principalement dans le cadre de la coopération bilatérale directe avec les pays partenaires, il n'en reste pas moins que dans ce contexte, ses tâches de service public concernant notamment "l'exécution de programmes ou de projets en matière de coopération financière et d'allégement de la dette avec des pays partenaires" ainsi que "l'exécution d'actions en vue de soutenir le secteur privé des pays partenaires" (1). Cette coopération financière est définie par l'article 2, 17°, de la loi du 21 décembre 1998, précitée, comme une

"contribution financière à des programmes ou projets qui peut prendre la forme de dons en numéraires, de prêts et de lignes de crédits à des taux plus favorables que ceux du marché, de participations dans le capital à risque d'entreprises ou de banques de développement, de garanties de bonne fin d'emprunts et de bonifications d'intérêts à imputer sur la charge d'emprunts consentis par des tiers."

En outre, en vertu de l'article 9 de la même loi,

"La CTB peut prendre des participations directes ou indirectes, aux conditions déterminées ci-dessous, dans des sociétés, groupements, associations ou institutions de droit public ou privé existants ou à créer dans des pays partenaires, dont l'objet ainsi que le statut sont compatibles avec son objet social, ci-après dénommés «les filiales»".

Les dispositions citées ci-avant sont également intégrées dans le contrat de gestion passé entre l'Etat belge et la Société anonyme de droit public à finalité sociale "Coopération technique belge", approuvé par l'arrêté royal du 5 mai 1999.

---

(1) Voir l'article 5, § 2, 3° et 4°, de la loi du 21 décembre 1998, précitée.

Le préambule dudit contrat souligne ce qui suit :

"Dans le cadre du développement économique, la coopération internationale belge veille particulièrement à favoriser le développement du secteur privé, en ce compris l'économie sociale, notamment par l'élaboration de programmes de développement du secteur privé ("Programme d'appui pour le développement du secteur privé", en abrégé "PDSP").

Le programme de soutien au secteur privé des pays partenaires (PSDP) vise à offrir d'une façon cohérente un ensemble de services :

- (1) dans les pays partenaires mêmes
- (2) et en Belgique,

afin de permettre l'appui aux petites et moyennes entreprises et aux initiatives économiques productives à petite échelle.

Certaines missions gouvernementales, comme l'appui au secteur privé dans les pays partenaires, ont un tel caractère spécifique, qu'elles pourraient donner lieu à des modalités d'exécution particulières. L'Etat mettra à la disposition de la CTB une note politique, décrivant les instruments en vue de soutenir le secteur privé des pays partenaires."

Ainsi, il apparaît clairement tant de la loi du 21 décembre 1998, précitée, que du contrat de gestion passé entre l'Etat belge et la CTB que cette dernière est habilitée à prendre des initiatives tendant à favoriser le développement d'entreprises privées localisées dans les pays en voie de développement désignés par l'Etat belge comme des pays partenaires (1).

---

(1) Voir à ce propos la liste des pays partenaires dans l'arrêté royal du 26 juin 2000 portant exécution de l'article 6, § 1er, de la loi du 25 mai 1999 concernant la Coopération Internationale belge, publié au Moniteur belge du 31 août 2000, pp. 29933-29934.

Il est dès lors permis de se demander comment les initiatives de la CTB en matière de coopération financière et de soutien au secteur privé d'un pays partenaire, même si elles trouvent leur place dans le cadre de la coopération bilatérale directe, vont pouvoir se concilier avec les initiatives de même nature de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement.

L'avant-projet de loi n'apporte sur ce point aucune réponse.

Plus fondamentalement, la section de législation du Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'intérêt ou l'utilité de mettre, fût-ce partiellement, en concurrence deux sociétés anonymes de droit public compétentes en matière de coopération au développement.

b) Il convient également de vérifier l'adéquation de l'avant-projet de loi avec la loi du 25 mai 1999, précitée, qui a fixé pour la Belgique, les principes essentiels régissant la coopération au développement.

Ainsi, aux termes de l'article 3, alinéa 4, de ladite loi, la coopération internationale belge doit, notamment, avoir pour objectif sur la base d'un partenariat, "le développement socio-économique et socioculturel et le renforcement de l'assise sociétale des pays partenaires".

.../...

L'article 2, 11°, de la loi du 25 mai 1999 précitée définit le "partenariat" comme

"(le) mode de coopération actif et participatif entre partenaires, dans le cadre de la coopération au développement, avec une attention particulière pour le développement des capacités locales, la décentralisation des interventions au niveau des groupes-cibles visés et la responsabilisation du pays partenaire, notamment par l'association au processus de développement des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur économique privé du pays partenaire;".

Par ailleurs, en vertu de l'article 4 de la même loi, la coopération internationale belge doit toujours se réaliser en tenant compte des principes de base auxquels doivent tendre les actions entreprises, notamment leur impact économique et social ainsi que leur viabilité technique et financière.

Enfin, cette loi a également précisé le cadre juridique de l'exercice de chaque type de coopération, que ce soit la coopération bilatérale directe, la coopération bilatérale indirecte ou la coopération multilatérale.

Comme en a convenu le représentant du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, l'avant-projet de loi se présente comme un nouvel instrument de la coopération au développement distinct de la loi du 25 mai 1999, précitée.

Toutefois, en vertu de l'article 5, alinéa 1er, de l'avant-projet, les décisions prises par BIO ne peuvent être contraires "aux lois, aux arrêtés, aux statuts et à l'intérêt général".

.../...

De même, en vertu de l'article 5, alinéa 3, de l'avant-projet, les décisions d'investissement de BIO doivent être conformes aux critères énoncés à l'article 4 de la loi du 25 mai 1999, précitée.

En combinant ces deux alinéas, il apparaît que la société BIO doit notamment agir dans le respect de la loi du 25 mai 1999, précitée, et en particulier de l'article 4 de cette même loi.

Ainsi que l'a expliqué le représentant du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, la société BIO agira dans le cadre de la coopération bilatérale indirecte.

Celle-ci est définie par l'article 2, 6°, de la loi du 25 mai 1999, précitée, comme étant

"la coopération, financée ou cofinancée par l'Etat belge, dans laquelle un tiers, qui n'est pas un Etat étranger ni une organisation internationale, répond de l'exécution des programmes ou des projets, sur la base d'un système réglementaire de subventions ou d'une convention.".

Quant à l'article 11 de cette même loi, il dispose :

"La coopération internationale belge concentre la coopération bilatérale indirecte sur les sociétés, groupements, associations ou institutions de droit public, notamment les communautés, les régions, les provinces et les communes, ou de droit privé ... selon une procédure et des modalités fixées par le Roi, comme «partenaires de la coopération bilatérale indirecte» qui répondent au moins aux critères suivants :

.../...

- 1° avoir une approche planifiée qui doit ressortir d'un programme dont la procédure et les modalités d'élaboration sont fixées par le Roi, permettant une évaluation des contributions de la coopération bilatérale indirecte, selon les modalités fixées par le Roi;
- 2° exercer des activités compatibles avec les objectifs de la coopération internationale belge visés à l'article 3 et tenant compte des critères de pertinence au développement visés à l'article 4."

A nouveau, ces dispositions de la loi du 25 mai 1999, précitée, ne semblent pas correspondre au cadre juridique dans lequel la société BIO va déployer ses activités d'investissement en matière de coopération au développement.

Il appartient dès lors à l'auteur de l'avant-projet d'être plus précis sur les liens juridiques qui doivent exister entre d'une part les lois des 21 décembre 1998 et 25 mai 1999, précitées, et d'autre part l'avant-projet de loi.

2. Comme il a déjà été souligné ci-avant, la société BIO pourra investir dans le développement d'entreprises privées situées dans les pays en voie de développement, mais aussi dans des entreprises "orientées" vers ces pays.

Ainsi que l'a expliqué le représentant du Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, la société BIO peut donc investir dans une société belge localisée en Belgique ou une société établie dans un des Etats membres de l'Union européenne pourvu que les activités de ces sociétés

.../...

tendent à promouvoir le développement économique et social de pays en développement.

Il est dès lors permis de s'interroger sur la compatibilité de ce mécanisme avec la réglementation européenne relative aux aides d'Etat. En effet, l'intervention de la société BIO au profit d'une entreprise belge pourrait avoir une influence sur les échanges intracommunautaires dans la mesure où cette intervention améliorerait la position concurrentielle de l'entreprise concernée tant sur le marché belge qu'à l'exportation par rapport aux entreprises établies dans les autres Etats membres.

Aussi, compte tenu de la formulation particulièrement large de l'article 3 de l'avant-projet, mieux vaudrait soumettre le présent avant-projet à la Commission européenne conformément à l'article 88, § 3, du Traité instituant la Communauté européenne.

En conclusion, au vu de l'ensemble de ces observations, l'avant-projet ne se concilie pas avec l'ordonnement juridique existant.

Au surplus, s'agissant d'aide à des entreprises belges, il doit être préalablement notifié aux services de la Commission européenne.

-----

### ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorontwerp van wet strekt ertoe een "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden" op te richten, aangemerkt als een naamloze vennootschap met als voornaamste partners de Belgische Staat en de Belgische Maatschappij voor Internationale Investing NV.

Volgens artikel 3 van het voorontwerp heeft deze "Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden", afgekort als "BIO", tot doel :

"te investeren in de ontplooiing van bedrijven gevestigd in of gericht op de ontwikkelingslanden in het belang van de economische en sociale vooruitgang in die landen. Hiertoe zal BIO kapitaalparticipaties in ondernemingen kunnen nemen en leningen kunnen verstrekken alsmede aanverwante vormen van bedrijfsfinanciering ter beschikking stellen.

BIO is onder meer bevoegd om :

- buitenlandse vennootschappen mee op te richten;
- rechtstreeks te participeren in het kapitaal van de buitenlandse vennootschappen;
- achtergestelde leningen te verstrekken;
- middellange en lange termijnleningen te verstrekken."

België beschikt sedert kort over nieuwe rechtsinstrumenten inzake ontwikkelingssamenwerking. Het betreft enerzijds de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de Belgische Technische Coöperatie in de vorm van een vennootschap van publiek recht en anderzijds de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking.

.../...

Uit die twee wetten blijkt de wil om meer doorzichtigheid te brengen in het beleid inzake ontwikkelings-samenwerking en de rol van de verschillende actoren van ontwikkelingssamenwerking te herdefiniëren.

In de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet wordt erop gewezen dat de Regering de coherentie ervan heeft nagegaan ten opzichte van de taken die toevallen aan de "Belgische Technische Coöperatie", afgekort als "BTC".

In die memorie staat aldus het volgende te lezen :

"De activiteiten van BTC en BIO zijn echter grondig verschillend. BTC richt zich immers op het verlenen van technische assistentie in het kader van bilaterale overeenkomsten tussen België en partnerlanden. BIO heeft tot doel bedrijfskapitaal ter beschikking te stellen tegen marktconforme voorwaarden los van elk bilateraal akkoord.

(...).

Aangezien de doelstelling van BIO zich duidelijk onderscheidt van de doelstellingen van BTC en niet wordt geraakt aan de exclusieve bevoegdheden van deze laatste wordt geopteerd om de oprichting van BIO in een afzonderlijke wet te regelen."

De afdeling wetgeving van de Raad van State behoort na te gaan of het voorontwerp van wet de coherentie van de bestaande rechtsordening niet in het gedrang brengt. Dat onderzoek moet verricht worden zowel ten aanzien van de voormelde wet van 21 december 1998 als ten aanzien van de voormelde wet van 25 mei 1999.

.../...

a) Ook al is het zo dat de BTC hoofdzakelijk optreedt in het kader van de rechtstreekse bilaterale samenwerking met de partnerlanden, toch hebben de taken van openbare dienst die de BTC vervult, in die context betrekking op onder meer "de uitvoering van programma's of projecten inzake financiële samenwerking en schuldvermindering met partnerlanden" alsmede "de uitvoering van acties met het oog op de ondersteuning van de privésector van de partnerlanden" (1). Deze financiële samenwerking wordt omschreven in artikel 2, 17°, van de voormelde wet van 21 december 1998 als een

"financiële bijdrage aan programma's of projecten die de vorm kan aannemen van giften in geld, leningen en kredietlijnen tegen gunstiger tarieven dan die van de markt, participatie in het risicokapitaal van ondernemingen of ontwikkelingsbanken, waarborgen ter dekking van leningen en rentevergoedingen aan te rekenen op de last van door derden toegestane leningen.".

Artikel 9 van dezelfde wet bepaalt bovendien het volgende :

"De BTC kan rechtstreeks of onrechtstreeks een participatie nemen, overeenkomstig de hieronder bepaalde voorwaarden, in bestaande of op te richten publiek- of privaatrechtelijke vennootschappen, groeperingen, verenigingen of instellingen in de partnerlanden waarvan het doel alsmede het statuut verenigbaar zijn met haar maatschappelijk doel, en die hierna worden aangeduid als «dochterondernemingen»".

---

(1) Zie artikel 5, § 2, 3° en 4°, van de voormelde wet van 21 december 1998.

De hierboven aangehaalde bepalingen zijn eveneens opgenomen in de beheersovereenkomst die gesloten is tussen de Belgische Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht met sociaal oogmerk "Belgische Technische Coöperatie", en die goedgekeurd is bij het koninklijk besluit van 5 mei 1999.

In de aanhef van de genoemde overeenkomst wordt op het volgende gewezen :

"In het kader van de economische ontwikkeling legt de Belgische internationale samenwerking de nadruk op de ondersteuning van de private sector, met inbegrip van de sociale economie inzonderheid via een programma dat de ontwikkeling van de private sector als doel heeft («Private sector ontwikkelingsprogramma», afgekort «PSOP»).

Het programma ter ondersteuning van de private sector (PSOP) in de partnerlanden beoogt om op een samenhangende wijze een geheel van diensten aan te bieden :

- (1) in de partnerlanden zelf
- (2) en in België,

om de ondersteuning van kleine en middelgrote ondernemingen en kleinschalige productieve economische initiatieven in partnerlanden mogelijk te maken.

Bepaalde opdrachten van de overheid, zoals de steun aan de private sector in de partnerlanden, hebben een dergelijk specifiek karakter dat zij aanleiding kunnen geven tot bijzondere uitvoeringsmodaliteiten. De Staat zal aan de BTC een beleidsnota ter beschikking stellen, die de instrumenten beschrijft ter ondersteuning van de private sector in de partnerlanden."

.../...

Zo blijkt duidelijk, zowel uit de voormelde wet van 21 december 1998 als uit het beheerscontract tussen de Belgische Staat en de BTC, dat de laatstgenoemde gemachtigd is om initiatieven te nemen om de ontwikkeling te bevorderen van privé-ondernemingen gevestigd in ontwikkelingslanden die door de Belgische Staat zijn aangewezen als partnerlanden (1).

Bijgevolg rijst de vraag hoe de initiatieven van de BTC inzake financiële samenwerking en steun aan de privésector van een partnerland, zelfs indien ze kunnen worden ingepast in het kader van de directe bilaterale samenwerking, zich zullen kunnen verdragen met initiatieven van dezelfde aard van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden

Het voorontwerp van wet geeft op dat punt geen uitsluitel.

Meer essentieel nog is het de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk wat het belang of het nut ervan is om twee naamloze vennootschappen van publiek recht die bevoegd zijn inzake ontwikkelingssamenwerking, zij het dan gedeeltelijk, tot mekaars concurrenten te maken.

---

(1) Zie in dat verband de lijst van partnerlanden in het koninklijk besluit van 26 juni 2000 tot uitvoering van artikel 6, § 1, van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking, bekendgemaakt in het belgisch Staatsblad van 31 augustus 2000, blz. 29933-29934.

b) Tevens dient te worden nagegaan of het ontwerp van wet overeenstemt met de voormelde wet van 25 mei 1999 die voor België de kernbeginselen heeft vastgelegd die gelden voor de ontwikkelingssamenwerking.

Aldus moet de Belgische internationale samenwerking, luidens artikel 3, vierde lid, van de genoemde wet, op basis van partnerschap onder meer tot doel hebben "de socio-economische en socio-culturele ontwikkeling en de versterking van het maatschappelijk draagvlak in de partnerlanden te helpen bevorderen".

Artikel 2, 11°, van de voormelde wet van 25 mei 1999 definieert het "partnerschap" als volgt :

"(de) actieve en participatieve manier van samenwerking tussen partners in het kader van de ontwikkelingssamenwerking; dit gebeurt met een bijzondere aandacht voor de ontwikkeling van de lokale capaciteiten, voor de decentralisering van de interventies naar de doelgroepen toe en voor een grotere responsabilisering van het partnerland, inzonderheid door de overheidsdiensten, de civiele maatschappij en de economische privé-sector van het partnerland bij het ontwikkelingsproces te betrekken;".

Bovendien moet de Belgische internationale samenwerking, krachtens artikel 4 van dezelfde wet, steeds geschieden rekening houdend met de basisprincipes waarop de ondernomen acties moeten gericht zijn, onder meer de economische en sociale impact, alsmede de technische en financiële leefbaarheid ervan.

.../...

Ten slotte heeft deze wet ook duidelijk gemaakt binnen welk juridisch kader elke soort van samenwerking plaatsheeft, ongeacht of het gaat om directe bilaterale samenwerking, indirecte bilaterale samenwerking, dan wel multilaterale samenwerking.

De gemachtigde van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking is het ermee eens dat het voorontwerp van wet zich aandient als een nieuw instrument van de ontwikkelingssamenwerking, dat los staat van de voormelde wet van 25 mei 1999.

Krachtens artikel 5, eerste lid, van het voorontwerp evenwel, mogen de door BIO genomen beslissingen niet in strijd zijn met "de wetten, de besluiten, de statuten en het algemeen belang".

Evenzo moeten de investeringsbeslissingen van BIO, krachtens artikel 5, derde lid, van het voorontwerp, in overeenstemming zijn met de criteria die worden vastgesteld in artikel 4 van de voormelde wet van 25 mei 1999.

In onderling verband gelezen, blijkt uit deze twee leden dat de vennootschap BIO onder meer moet optreden met inachtneming van de voormelde wet van 25 mei 1999 en inzonderheid van artikel 4 van diezelfde wet.

Zoals de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking heeft uitgelegd, zal de vennootschap BIO optreden in het kader van de indirecte bilaterale samenwerking.

.../...

Deze wordt in artikel 2, 6°, van de voormelde wet van 25 mei 1999 als volgt gedefinieerd :

"samenwerking, gefinancierd of medegefinancierd door de Belgische Staat, waarbij een derde, die niet een vreemde staat of internationale organisatie is, instaat voor de uitvoering van de programma's of projecten, op basis van een reglementair stelsel van subsidiëring of op basis van een overeenkomst.".

Artikel 11 van diezelfde wet bepaalt zijnerzijds :

"De Belgische internationale samenwerking richt de indirecte bilaterale samenwerking op maatschappijen, groeperingen, verenigingen of instellingen van publiek recht, zoals de gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten, of van privaatrechtelijke aard, andere dan de organisaties bedoeld in artikel 10, die uitgekozen worden «als partners van de indirecte bilaterale samenwerking» volgens een procedure en modaliteiten vastgesteld door de Koning en die minstens beantwoorden aan de volgende criteria :

- 1° een planmatige aanpak hebben die voortvloeit uit een programma waarvan de procedure en de modaliteiten van uitwerking worden vastgesteld door de Koning, en waardoor een evaluatie van de bijdragen van de indirecte bilaterale samenwerking overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning mogelijk wordt;
- 2° activiteiten uitvoeren overeenkomstig de doelstellingen van de Belgische internationale samenwerking, bedoeld in artikel 3, en zulks rekening houdend met de criteria van ontwikkelingsrelevantie, bedoeld in artikel 4.".

.../...

Die bepalingen van de voormelde wet van 25 mei 1999 lijken weer niet overeen te stemmen met het juridisch kader waarin de vennootschap BIO haar investeringsactiviteiten inzake ontwikkelingssamenwerking zal ontplooiën.

Het staat derhalve aan de steller van het voorontwerp te preciseren welke juridische banden moeten bestaan tussen enerzijds de voormelde wetten van 21 december 1998 en 25 mei 1999 en anderzijds het voorontwerp van wet.

2. Zoals er hierboven reeds op is gewezen, zal de vennootschap BIO kunnen investeren in de ontwikkeling van privéondernemingen gevestigd in ontwikkelingslanden, maar ook in ondernemingen die zich op die landen "richten".

Zoals de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking heeft uitgelegd, kan de vennootschap BIO dus investeren in een Belgische vennootschap in België of in een vennootschap die gevestigd is in een van de Lid-Staten van de Europese Unie, mits de activiteiten van die vennootschappen ertoe strekken de economische en sociale ontwikkeling van ontwikkelingslanden te bevorderen.

Bijgevolg rijst de vraag of die regeling bestaanbaar is met de Europese regelgeving inzake nationale steunmaatregelen. Het optreden van de vennootschap BIO ten gunste van een Belgische onderneming zou immers het intra-communautaire handelsverkeer kunnen beïnvloeden, in zoverre dit optreden de concurrentiepositie van de betrokken onderneming ten opzichte van de ondernemingen die in de andere Lid-Staten zijn gevestigd zou verbeteren, zowel op de Belgische markt als met betrekking tot de uitvoer.

.../...

Gelet op de bijzonder ruime formulering van artikel 3 van het voorontwerp, zou het dan ook beter zijn het onderhavige voorontwerp, overeenkomstig artikel 88, § 3, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, voor te leggen aan de Europese Commissie.

Op grond van al deze opmerkingen, luidt de conclusie dan ook dat het voorontwerp niet verenigbaar is met de bestaande rechtsordening.

Aangezien het gaat om steunmaatregelen aan Belgische ondernemingen, moet het bovendien vooraf ter kennis worden gebracht van de diensten van de Europese Commissie.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,  
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseur de la  
section de législation,  
assessor van de  
afdeling wetgeving,

Madame  
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La  
note du Bureau de coordination  
a été rédigée et exposée par  
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht  
door Mevr. P. VANDERNACHT,  
auditeur. De nota van het Coör-  
dinatiebureau werd opgesteld en  
toegelicht door de  
H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version  
française et la version néerlandai-  
se a été vérifiée sous le contrôle  
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN